



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 09 AVRIL 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quinze le neuf avril à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

Objet de la  
délibération:

**Vote des taux 2015**

**PRÉSENTS :**

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, STRAMBIO Richard, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, DUFOUR Sophie, MARCEL Frédéric, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MAGAUD Fabrice, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, VIGIER Alain

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Francine FIORINI pouvoir à Jacques MICHEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Sylvie FRANCIN, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Alain VIGIER, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

**ABSENT(S) :**

BOYER Liliane, CHARDES Bernard, LEGRAIEN Françoise, NICCOLETTI Christine, SENES Sylvain, VECCHIO Valéria

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Marie-Christine GUIOL

**RAPPORTEUR :** Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le : **23 AVR. 2015**

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le **23 AVR. 2015**

Cette délibération de vote des taux de fiscalité s'inscrit pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise, comme pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dans le contexte de suppression de la taxe professionnelle initiée en 2010.

Il est rappelé que suite à cette réforme, la répartition des impôts locaux entre les différentes collectivités locales a en effet été profondément modifiée.

Ainsi, dans le cadre des lois de finances 2011 et 2012, de l'article 1609 nonies CII du Code général des impôts, les EPCI sont, depuis le 1er janvier 2011, attributaires de la fraction départementale de la taxe d'habitation, de la fraction départementale et régionale de la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et de la taxe sur les propriétés non bâties et d'une fraction de frais de gestion auparavant perçus par l'Etat.

Pour 2015, il est proposé, au vu de l'avis de la Commission des finances du 3 avril 2015, au Conseil d'agglomération de voter les taux comme suit :

Année	2015
Taux de Contribution Foncière des Entreprises	28,30%
Taux de Taxe d'Habitation	7,22%
Taux de Foncier non Bâti	3,89%
Taux de Foncier Bâti	3,00%

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 55 voix pour  
2 contre :

AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 09 avril 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.